

Les médecins vasculaires, des médecins sans statut, abandonnés par leur ministre.

Les médecins vasculaires prennent en charge les maladies des vaisseaux dits périphériques c'est-à-dire les maladies des veines, des capillaires, des vaisseaux lymphatiques, et des artères en-dehors des artères du cœur et des accidents vasculaires cérébraux. Plusieurs des pathologies dont ils s'occupent sont des problèmes majeurs pour la santé de la population : athérosclérose, anévrisme de l'aorte, phlébite et embolie pulmonaire, varices, ulcères de jambe ... Ils assurent le diagnostic de ces maladies en utilisant, entre autres, l'échographie-doppler. Ainsi, 68% des explorations des vaisseaux par échographie-doppler sont effectuées en France par les 2000 médecins vasculaires.

L'ensemble des disciplines médicales, y compris maintenant la médecine générale, sont considérées comme des spécialités avec une formation spécifique dans le cadre de l'internat.

Les médecins vasculaires constituent toutefois une exception puisqu'ils sont considérés comme des « médecins généralistes à exercice particulier » alors qu'aucun d'eux n'exerce la médecine générale. Il leur est refusé le droit au titre de spécialiste et à une formation dans de meilleures conditions au cours de leur internat.

Pourtant la solution existe, puisque depuis 5 ans un projet de formation (Diplôme d'Etudes Spécialisées Complémentaire Qualifiant : DESQ, accessible à un nombre limité de médecins généralistes) a été proposé à la conférence des doyens des universités de médecine et a été accepté par toutes les disciplines.

Depuis ce moment, et malgré ce qui leur a été dit et promis, les représentants des médecins vasculaires sont « baladés » de conseiller de l'enseignement supérieur en conseiller à la santé, sans que rien n'avance.

Quels sont les obstacles ?

« Le DESQ de médecine vasculaire organiserait la fuite des généralistes vers d'autres modes de pratique ? » : faux, archi-faux : actuellement une centaine de médecins généralistes se dirigent vers la médecine vasculaire, et le projet que nous proposons ne concernerait plus que 40 médecins issus de la médecine générale et les enseignants de médecine générale soutiennent notre projet.

« Ca coûterait trop cher ? » : faux, archi-faux : on formerait trois fois moins de médecins vasculaires qui pratiquent des actes d'échographie, et la consultation spécialisée enfin reconnue éviterait de réaliser des actes d'exploration inutiles et coûterait moins cher à la société.

Quel est le vrai problème ?

Apparemment celui d'avoir été trop policé et en tout cas de ne pas avoir suscité l'intérêt, notamment celui de la ministre de la santé qui refuse de nous donner un rendez-vous depuis des mois.

Paradoxe, à l'heure de la Présidence Française de l'Europe, la Médecine Vasculaire vient d'être reconnue le 7 Juin au sein de l'Union Européenne des Médecins Spécialistes !

La médecine vasculaire n'existe pas en France, nous allons vous démontrer le contraire !

Les 2000 médecins vasculaires qui attendent la reconnaissance de leur pratique depuis plus de vingt ans, qui ont fait tous les efforts de structuration, de formation, et d'amélioration de la qualité sont désespérés par l'impasse dans laquelle ils se trouvent.

La ministre, en faisant la sourde oreille et en refusant de recevoir les représentants de notre discipline, laisse perdurer un système archaïque qui coûte cher, forme insuffisamment, alors que nous lui proposons un système qui a l'aval des autres spécialités (Médecins Généralistes y compris), coûte moins cher, forme mieux et respecte la médecine générale en ne formant plus que 40 médecins et non une centaine...

On marche sur la tête : il ne faut pas nous dire que l'on cherche à faire des économies en améliorant la qualité des soins quand on fait, ici, volontairement le contraire.

Blessés, outrés par l'inertie et le mépris dont ils font l'objet, les médecins vasculaires utiliseront désormais toutes les voies leur permettant une expression publique de leurs problèmes et de leurs inquiétudes.

Chacun pourra alors se faire son opinion sur notre rôle dans le système de santé. Nous en appelons à l'opinion publique à défaut de l'écoute de notre ministre.

Nous sommes déterminés car il n'est pas possible de continuer à préparer en silence la disparition de la médecine vasculaire à l'ère de l'explosion des maladies que nous traitons.

Au nom de toute la médecine vasculaire :

- Professeur Joël Constans, Président de la Société Française de Médecine Vasculaire ;
- Docteur Jean-Pierre Laroche, Président du Collège Professionnel de Médecine Vasculaire ;
- Professeur Michel Vayssairat, Président du Collège des Enseignants de Médecine Vasculaire et du Collège Français de Pathologie Vasculaire ;
- Docteur Hubert Yvorra, Président du Syndicat des Médecins Vasculaires ;
- Docteur Christian Boissier, représentant des Médecins Vasculaires au Conseil National des Universités ;
- Professeur Patrick Carpentier, coordonnateur du Diplôme d'Etudes Spécialisées Complémentaire de Médecine Vasculaire.